

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-031**

SÉANCE DU 1^{ER} AVRIL 2025

POINT B.1.1

APPROBATION DES STATUTS DU SERVICE DE SANTÉ ÉTUDIANTE (SSE)

Le Conseil d'administration, en sa séance du 1^{er} avril 2025, sous la présidence Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.711-7, L.714-1, L.831-1 à L.831-3, D.714-20 à D.714-27, R.831-1 à R.831-2,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale et notamment son article L.162-1-12-1,

Vu la circulaire MSS - MESRI - DGESIP A2-2 n°2020-050 du 14 février 2020 concernant l'organisation et missions des Services de santé universitaires,

Vu la circulaire MESR - DGESIP A2-2 – MSP du 27 mars 2023 relative à la réforme du dispositif de santé en faveur des étudiants et usagers de l'enseignement supérieur,

Vu le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment son article L. 422-3,

Vu la délibération n°2023 / 06 /20-02-CA du conseil d'administration d'Aix-Marseille Université en date du 20 juin 2023 abrogeant les Statuts du Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPPS),

Vu les statuts d'Avignon Université,

Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,

Vu la délibération n°CA-2025-006 du Conseil d'administration en sa séance du 6 février 2025 relative à la création du service de santé étudiante (SSE) et l'actualisation des statuts de l'établissement,

Vu l'avis favorable du Comité social d'administration d'Avignon Université en sa séance du 1^{er} avril 2025,

Après en avoir délibéré,

Approuve les statuts du service de santé étudiante (SSE), tels qu'annexés à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (15) ou suppléés (5) : 20

Membres absents et non suppléés : 8

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

AVIGNON UNIVERSITE
Campus Hannah Arendt

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 25 00
univ-avignon.fr

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
Georges Linares
le 04/04/2025 15:04:31 +02:00



Transmise au recteur de région académique, chancelier des universités, et publiée le 7 avril 2025

**STATUTS DU SERVICE DE SANTÉ
ÉTUDIANTE
« SSE »
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.711-7, L.714-1, L.831-1 à L.831-3, D.714-20 à D.714-27, R.831-1 à R.831-2,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment son article L.162-1-12-1,

Vu la circulaire MSS - MESRI - DGESIP A2-2 n°2020-050 du 14 février 2020 concernant l'organisation et missions des Services de santé universitaires,

Vu la circulaire MESR - DGESIP A2-2 – MSP du 27 mars 2023 relative à la réforme du dispositif de santé en faveur des étudiants et usagers de l'enseignement supérieur,

Vu le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment son article L. 422-3 ;

Vu la délibération n°2023 / 06 /20-02-CA du conseil d'administration d'Aix-Marseille Université en date du 20 juin 2023 abrogeant les Statuts du Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPPS) ;

Vu les statuts d'Avignon Université ;

Vu l'avis du comité social d'administration en date du 04 février 2025 ;

Vu la délibération n°2025-006 du conseil d'administration d'Avignon Université en date du 06 février 2025 portant création du Service de Santé Étudiante

Il est constitué un service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé, service commun d'Avignon Université, dénommé service de Santé étudiante.

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – Création, dénomination et désignation

Conformément à l'article L. 831-1 du code de l'éducation, Avignon Université organise une protection médicale et sociale au bénéfice de ses étudiants par la création, en son sein, d'un service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé.

Celui-ci est créé par délibération du conseil d'administration d'Avignon Université et dénommé « service universitaire de Santé étudiante » (SSE).

Le SSE est un service commun d'Avignon Université (AU) prévu par les statuts d'AU.

Il s'adresse en priorité aux étudiants d'AU et des éventuels établissements conventionnés, et s'inscrit dans l'offre locale de soins.

ARTICLE 2 – Localisation

Le SSE d'AU et sa direction sont localisés sur le campus universitaire Hannah Arendt. Une antenne de proximité a vocation à être développée sur le campus universitaire Jean-Henri Fabre.

ARTICLE 3 – Missions

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de santé étudiante, le SSE exerce trois missions principales :

1. Il met en œuvre des actions de prévention et de promotion de la santé en lien avec les priorités fixées par la conférence de prévention étudiante prévue à l'article L.162-1-12-1 du code de la sécurité sociale ;
2. Il contribue à favoriser l'accès aux soins de premier recours des étudiants ;
3. Il organise une veille sanitaire.

À cet effet, il organise, dans la continuité de la politique de santé en faveur des élèves, une protection médicale au bénéfice des étudiants, dont les doctorants sans contrat de travail, en étant chargé :

1. d'effectuer au moins un examen de santé, intégrant une dimension médicale, psychologique et sociale, au cours de la scolarité dans l'enseignement supérieur pour tous les étudiants et, de manière prioritaire, auprès des étudiants en situation de handicap, des étudiants étrangers, des étudiants dont le cursus les expose à des risques particuliers et des étudiants soumis à des risques de rupture dans les parcours de soins ;

2. d'impulser et de coordonner des programmes de prévention et des actions d'éducation à la santé, de jouer un rôle de conseil et de relais avec les partenaires, notamment dans le cadre du plan régional défini à l'article L.1411-1 et suivants du code de la santé publique ;
3. d'assurer soit une visite médicale sur site, soit une téléconsultation à tous les étudiants exposés à des risques particuliers durant leur cursus ;
4. de contribuer au dispositif d'accompagnement et d'intégration des étudiants en situation de handicap dans l'établissement ;
5. d'assurer le suivi sanitaire préventif des étudiants étrangers conformément à l'article L.422-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
6. de développer la promotion de la santé mentale, la prévention et le repérage des troubles psychiques, d'assurer, le cas échéant, une prise en charge directe de ces troubles et de favoriser l'orientation des étudiants vers une prise en charge en santé mentale adaptée ;
7. de prévenir les conduites addictives ;
8. d'assurer la prescription d'un traitement de substitution nicotinique ;
9. de promouvoir l'équilibre alimentaire ;
10. de prescrire une activité physique, adaptée à la pathologie, aux capacités physiques et au risque médical des étudiants conformément à l'article L.1172-1 du code de la santé publique ;
11. de contribuer à assurer la surveillance médicale particulière des étudiants inscrits dans des formations spécialement aménagées en vue de la pratique sportive conformément aux dispositions de l'article R.831-2 ;
12. d'assurer la délivrance de médicaments ayant pour but la contraception d'urgence auprès des étudiantes ;
13. d'assurer la prévention des risques liés à la sexualité dans une approche globale de santé sexuelle telle que définie par l'Organisation mondiale de la santé. A ce titre, le SSE peut prescrire des préservatifs et tout autre moyen de contraception, un dépistage de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites, orienter vers des professionnels de santé pour une prise en charge adaptée, prescrire un dépistage des infections sexuellement transmissibles et, le cas échéant, un traitement ambulatoire ;
14. d'assurer la prescription et la réalisation de la vaccination dans le respect du calendrier des vaccinations en vigueur ;
15. d'assurer la prescription d'une radiographie du thorax ;
16. de développer des programmes d'études et de recherches sur la santé des étudiants avec les différents acteurs de la vie universitaire et notamment des études épidémiologiques ;
17. de participer aux instances de régulation de l'hygiène et sécurité.

En outre, afin de contribuer à l'accès aux soins de premier recours des étudiants, le SSE peut à titre facultatif :

- contribuer, lorsque les moyens appropriés sont mis à disposition, aux actions de médecine du sport et à la médecine de prévention des

- personnels.
- contribuer à l'organisation de la gestion de dispositifs d'urgence et d'alerte sanitaire.
- se constituer en Centre de santé, après approbation du Conseil d'administration.

TITRE II – ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION DU SERVICE

Le SSE est dirigé par un directeur assisté d'un conseil de service comportant une formation restreinte et une formation élargie.

ARTICLE 4 – Direction du service

4.1 – Désignation

Le directeur du SSE est un médecin. Il est dénommé « Médecin-Directeur ». Il est nommé par le président de l'université après avis du conseil d'administration. Il peut être révoqué dans les mêmes conditions.

La durée de son mandat est fixée à quatre ans renouvelables.

Il est choisi parmi les médecins titulaires d'un diplôme de spécialité en santé publique et médecine sociale, ou du certificat d'études spéciales de santé publique ou possédant une qualification en santé publique.

En l'absence de candidat possédant de tels diplômes ou qualifications, il pourra être fait appel à un médecin titulaire d'un diplôme d'une autre spécialité.

4.2 – Attributions

Sous l'autorité du Président de l'université, le Médecin-Directeur met en œuvre les missions du service définies à l'article D. 714-21 du code de l'éducation, ainsi qu'à l'article 2 des présents statuts, et administre le service.

Le Médecin-Directeur du service propose, élabore et priorise les orientations du SSE en lien avec l'analyse des données et les besoins de santé du territoire.

Il soumet ces orientations pour avis au Conseil du service et pour approbation à la commission de la Formation et de la Vie universitaire (CFVU).

Il est consulté et peut être entendu sur sa demande, par les instances délibérantes et consultatives de l'établissement ou des établissements cocontractants, sur toute question concernant la protection de la santé des étudiants.

Il rédige le rapport annuel d'activité du service qui sera présenté au conseil du service ainsi qu'à la CFVU et, éventuellement, à la formation spécialisée du comité social d'administration.

Ce rapport est transmis au président de l'université et, le cas échéant, aux présidents des autres universités et des établissements cocontractants.

Il propose des projets de conventions en lien avec les missions du SSE.

Il prépare l'ordre du jour et les documents soumis au conseil du service.

Il prend les décisions qui concernent le fonctionnement du service et son orientation ultérieure avec les différents membres de l'équipe, après délibération collective, afin de bénéficier de l'expérience de chacun.

Il exécute les délibérations du conseil.

ARTICLE 5 – Le conseil de service

5.1 – Composition

Le conseil du SSE comporte une formation restreinte et une formation élargie.

5.1.1 – Dispositions générales

Le conseil de service universitaire de santé étudiante est présidé par le président de l'université ou son représentant.

Il est assisté du Médecin-Directeur et du vice-président Étudiant du conseil académique de l'université.

Le Médecin-Directeur présente la stratégie et le plan d'action en conseil de service dans sa formation élargie. Conformément aux termes du décret, une fois approuvées, ces orientations sont présentées à la commission de la Formation et de la Vie universitaire du conseil académique de l'établissement porteur du service.

5.1.2 – Composition de la formation restreinte du conseil de service

Conformément aux dispositions de l'article D. 714-26-1 du Code de l'éducation, dans sa formation restreinte le Conseil comprend :

- un médecin exerçant ses fonctions dans le service ;
- un membre du personnel infirmier exerçant des fonctions dans le service ;

- deux membres nommés parmi les représentants des personnels administratifs, techniques ou sociaux ;
- deux personnels enseignants élus au conseil académique de l'université
- trois étudiants élus au conseil académique dont le Vice-Président Étudiant du Conseil académique ;
- le cas échéant, deux personnels enseignants élus aux conseils des établissements cocontractants ;
- le cas échéant, deux étudiants élus aux conseils des établissements cocontractants ;
- deux personnalités extérieures désignées en raison de leurs compétences.

5.1.3 – Composition de la formation élargie du conseil de service

Conformément aux dispositions de l'article D. 714-26-1 du Code de l'éducation, dans sa formation élargie le Conseil comprend outre les membres composant la formation restreinte du Conseil :

- pour au moins 25% de ses membres, des représentants des étudiants et usagers, dont au moins cinq représentants élus au conseil académique de l'Université ou au sein de l'instance des établissements cocontractants en tenant lieu ;
- le vice-président Étudiant du CROUS Aix-Marseille-Avignon ;
- deux représentants des établissements cocontractants le cas échéant ;
- un représentant de l'agence régionale de santé PACA (ARS).

Le conseil peut, sur proposition de son Président, inviter toute personne dont il juge la présence utile à assister à ses séances, dont notamment le directeur du CROUS, représentant de la mairie, de la CPAM, du conseil régional, du Centre Hospitalier, de la mission de santé publique...

Le directeur général des services et l'agent comptable peuvent assister avec voix consultative aux séances du conseil.

5.1.4 – Désignation des membres du conseil du service

Le médecin et le membre du personnel infirmier sont désignés par le président sur proposition du Médecin-Directeur.

Les personnels BIATSS sont désignés par le président de l'université sur proposition du Médecin-Directeur, parmi les représentants des personnels administratifs, techniques ou sociaux.

Les personnels enseignants sont élus parmi et par les membres du conseil académique.

Les étudiants sont élus parmi et par les membres du collège concerné du conseil académique.

Les personnels enseignants et les étudiants élus aux conseils des établissements cocontractants sont nommés par le président de l'université sur proposition de ces établissements.

Les personnalités extérieures sont désignées en raison de leurs compétences par le président de l'université après avis du Médecin-Directeur du service.

Le mandat des membres du conseil est de 4 ans à l'exception des étudiants dont le mandat est de 2 ans.

Lorsqu'un membre du conseil perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est procédé à son remplacement selon les mêmes modalités pour la durée du mandat restant à courir.

5.2 – Attributions

5.2.1 – Compétences de la formation restreinte du Conseil de service

Le conseil de service, dans sa formation restreinte, est consulté sur :

1^o les moyens mis à disposition du service, préalablement à leur adoption par le conseil d'administration de l'université ;

2^o le rapport annuel d'activité du service ;

3^o le cas échéant, les conventions liant le service à d'autres organismes extérieurs à l'université, préalablement à leur adoption par le conseil d'administration de l'université.

Le conseil restreint approuve le règlement intérieur du service.

5.2.2 – Compétences de la formation élargie du Conseil de service

Le conseil de service, dans sa formation élargie :

1^o participe à la définition des besoins de santé étudiante ;

2^o organise la concertation dans le champ de la santé étudiante.

5.3 – Fonctionnement

Le conseil de service se réunit au moins une fois par an dans sa formation restreinte et au moins deux fois par an dans sa formation élargie.

Il est réuni soit à l'initiative du président d'AU, soit à l'initiative du directeur du service, soit à la demande d'un tiers de ses membres.

Il se réunit sur convocation du président d'AU ou de son représentant.

Il délibère valablement si, à l'ouverture de la séance, la moitié des membres sont présents ou représentés.

À défaut de quorum, le conseil de service est convoqué une nouvelle fois dans un délai maximum de 15 jours. Aucun quorum n'est exigé lors de cette nouvelle séance qui porte sur le même ordre du jour.

Chaque membre d'un conseil peut donner procuration à un autre membre du conseil. Nul ne peut détenir ni donner plus de deux procurations.

Les délibérations du conseil sont acquises à la majorité absolue des voix exprimées au premier tour et à la majorité relative au deuxième tour. Les abstentions, votes blancs et nuls ne sont pas des suffrages exprimés.

Les séances du conseil font l'objet d'un relevé de décisions signé par le président d'AU et le secrétaire de séance. De plus, un procès-verbal est établi et notifié aux membres du conseil de service et est soumis à l'approbation du conseil par voie électronique. Les éventuelles modifications sont consignées dans le nouveau procès-verbal.

TITRE III : APPROBATION ET RÉVISION DES STATUTS

ARTICLE 6 – Entrée en vigueur

Les présents statuts prennent effet à compter de leur approbation par le conseil d'administration d'AU à la majorité absolue des membres en exercice.

ARTICLE 7 – Révision et modifications des statuts

Les statuts du service peuvent être révisés :

- à la demande du président de l'université sur proposition du conseil de service,
- à la demande du Médecin-Directeur du service,
- à la demande d'1/3 des membres du conseil de service dans sa formation élargie.
- ou en fonction de l'évolution de la législation.

Les modifications aux présents statuts devront être approuvées par le conseil d'administration d'AU après avis du conseil du SSE dans sa formation élargie.

Toutes modifications statutaires relatives à l'exercice de missions facultatives doivent être adoptées par le conseil d'administration de l'Université, sur proposition du conseil de service, et préalablement à leur mise en œuvre par le conseil de service à la majorité absolue de ses membres en exercice.